RAPPORT DE LA COMMISSION DE GESTION DE LA COMMUNE DE LA TOUR-DE-PEILZ

Exercice 2023

Commissaires

- M. Florian Abbet (LV)
- M. Kamiar Aminian, président jusqu'à fin octobre 2024, puis Mme Geneviève Pasche en remplacement dès le 2 novembre 2023 (LV)
- Mme Mireille Cornaz (LCIVL)
- M. Jean-Etienne Holzeisen (LTDPL, siège UDC)
- Mme Ziva Tavcar jusqu'à fin janvier 2024, puis Mme Marisa Pralong en remplacement dès le 24 avril 2024 (PSDG)
- M. Volker Tiemann (PLR), dès le 2 novembre 2023
- M. Roger Urech (PLR)

Tables de matières

INTRODUCTION.....	3
LES RÉFECTOIRES	4
Vœu 1.....	7
Vœu 2.....	7
GESTION DES DÉCHETS.....	8
Vœu 3.....	12
Vœu 4.....	12
Vœu 5.....	13
GESTION ET ENTRETIEN DES FORÊTS	14
Vœu 6.....	15
SERVICE DES AFFAIRES INTERCOMMUNALES (SAI).....	16
Vœu 7.....	19
MUSÉE SUISSE DU JEU	20
Vœu 8.....	22
Vœu 9.....	22
Vœu 10.....	22
DECOMPTE FINAUX DES COMMUNICATIONS 23, 24 et 25/2023	23
Vœu 11.....	24
RAPPORT DE LA COGEST SUR LES PRÉAVIS 11/2024 et 12/2024.....	25
ADMINISTRATION GÉNÉRALE SADM.....	26
FINANCES SFIN	29
DOMAINES ET BÂTIMENTS SDOM	31
URBANISME ET TRAVAUX PUBLICS SUTP.....	33
INSTRUCTION PUBLIQUE ET CULTES ECO	34
SÉCURITÉ - POPULATION – FEU SFIN.....	35
FAMILLE, JEUNESSE, SPORT ET CULTURE SFJSC.....	36
CONCLUSIONS	36
Vœu 12.....	37

INTRODUCTION

En 2023-4, la Commission de gestion (COGEST) a fait face à différents changements et vacances de ses membres. Seuls 4 de ses membres sur 7 ont été présents tout au long de l'année 2023-4, ce qui a nécessité une mise au courant constante des nouveaux membres.

M. Holzeisen a abrité sur son site personnel notre dossier commun et l'a administré. A l'avenir, la COGEST espère que la commune pourra créer sur son propre site un espace pour la gestion du dossier commun de la COGEST.

La COGEST a traité les thèmes suivants :

- Les réfectoires
- Les filières de déchets une fois récoltés
- Les forêts
- Le service des affaires intercommunales (SAI)
- Le Musée suisse du Jeu (MSJ)
- Les décomptes finaux des communications 23, 24 et 25/2023
- Le préavis 11 et 12/2024 sur les comptes

La COGEST remercie la Municipalité, ainsi que les chefs de service et les membres de l'administration communale qui ont pris le temps de répondre à toutes nos questions écrites et orales.

La COGEST remercie le chef des finances, M. Zenger d'avoir regroupé tous les commentaires des comptes à la fin des comptes. Elle émet cependant à nouveau le vœu que les commentaires fassent l'objet d'un fascicule à part pour faciliter le travail des commissaires.

LES RÉFECTOIRES

Deux membres de la commission de gestion se sont déplacés le lundi 9 octobre 2023 à midi au réfectoire des Mousquetaires avec Messieurs Vincent Bonvin, municipal et son chef de service. Nous avons regardé comment cela se passait, ce que mangeaient les élèves de 9S à 11S.

Ensuite nous sommes passés à la Cantoch au collège Courbet et avons vu comment les surveillantes s'occupaient des enfants plus petits. Avant le repas, les petits se sont un peu défoulés en jouant au ballon devant le collège. Après le repas, ils ont dessiné et lu à l'étage au-dessus du réfectoire. Certains enfants sont emmenés à l'UAPE, structure d'accueil de la petite enfance, car ils sont inscrits là-bas (cf. vœu 1).

Le jeudi 2 novembre, le municipal de Famille, Jeunesse, Sport et Culture (FJSC) et son chef de service sont venus nous présenter le sujet des réfectoires et répondre à nos questions.

Ce rapport décrit le fonctionnement des réfectoires, les prestations du traiteur et les coûts liés. Il pose des questions sur ce qui pourrait être amélioré et le futur économique au vu de la situation actuelle des augmentations de l'énergie et des matières premières.

Etat des lieux

A ce jour, 314 élèves sur 1357 enfants scolarisés sont accueillis dans les réfectoires, cela représente 23 %.

La plupart des réfectoires sont très proches des classes sauf pour les élèves de Cadet Rousselle qui sont accompagnés sur les 700 mètres qui les séparent du collège Bel-Air et ceux de 5-6 P de Bel-Air qui ont 500 mètres à parcourir pour se rendre au réfectoire de Vassin.

Présentation des réfectoires

Réfectoires	Provenance des élèves	Capacité journalière	Jours semaine	Classes	Âges	Horaire
Bel-Air	Bel-Air et Cadet-Rousselle	30	4 j. (lu-ma-je-ve)	1P-4P	5-8 ans	11h45-13h35
La Cantoch' (Courbet)	Courbet	30	4 j. (lu-ma-je-ve)	1P-6P	5-10 ans	11h45-13h35
Vassin	Bel-Air	32	4 j. (lu-ma-je-ve)	5P-6P	9-10 ans	11h45-13h35
Les Marmitons (Courbet)	Les Marronniers	36	4 j. (lu-ma-je-ve)	7P	11 ans	11h45-13h35 *
Le Ref' (Pl. des Terreaux)	Les Marronniers	36	4 j. (lu-ma-je-ve)	8P	12 ans	11h45-13h35 *
Les Mousquetaires	Les Mousquetaires	72	4 j. (lu-ma-je-ve)	9S-11S	13-15 ans	11h45-13h35 *

* deux fois par semaine une pause courte (11h45-12h45)

Ce tableau indique la provenance des élèves pour chaque réfectoire. La capacité journalière correspond au nombre d'enfants que chaque réfectoire peut accueillir pour le repas de midi, cela tous les jours sauf le mercredi.

Les enfants les plus grands de 13 à 15 ans, qui sont dans les classes de 9S à 11S reçoivent leur repas au réfectoire des Mousquetaires. A la différence des autres réfectoires, personne ne s'occupe des enfants une fois le repas terminé. Ils peuvent rester sur place, des tables

sont à disposition. Ils peuvent partir et aller à l'extérieur, c-à-d au bord du lac ou dans les magasins.

Aspect gustatif et nutritionnel

Les repas sont apportés par l'entreprise « Le Repas Quotidien » (anciennement BG Gastronomie) située à Bossonnens. Ils sont spécialisés dans la restauration collective scolaire et le service traiteur. Tous les matins, les repas sont livrés à la Tour-de-Peilz. La régénération de ces repas s'effectue dans les fours spécialement aménagés dans les différents réfectoires. Le personnel s'occupe de servir chaque enfant à l'heure de midi.

Certaines communes ont fait le choix de cuisiniers spécifiques à des réfectoires, mais elles sont revenues en arrière. Ici à la Tour-de-Peilz, vu le nombre élevé d'enfants qui fréquentent les réfectoires, il serait peut-être plus avantageux de fonctionner de cette manière. Mais il faudrait construire une grande cuisine capable de réaliser 150 à 180 repas par jour.

D'autres aspects tels les ressources humaines et les absences seraient plus difficiles à gérer.

A ses débuts, l'entreprise le Repas Quotidien était labellisée Fourchette verte. Aujourd'hui c'est les certifications « Ecocook » et « Cuisinons notre région, cette dernière charte ayant été signée en 2022. Dès lors, le traiteur utilise majoritairement des produits frais et de saison et s'approvisionne au plus près possible des producteurs. Les principaux fournisseurs de viande de poulet sont de la région fribourgeoise. L'ensemble des yaourts et crèmes dessert est fait maison et labellisé IP-SUISSE. Le lait provient de deux, l'une à Granges-Veveyse et l'autre à la Tour-de-Trême. Les fruits et légumes proviennent en majeure partie de la Maison Roduit SA au Mont-sur-Lausanne.

Comment sont gérées les allergies, les intolérances, les spécificités végétariennes, véganes ou religieuses ?

En début d'année scolaire, les parents inscrivent leur enfant pour un réfectoire sur un formulaire délivré par le service FJSC et spécifient si nécessaire les régimes (végétarien, sans porc, sans gluten, sans lactose ou autre), les problèmes particuliers de santé et/ou allergie alimentaire. Pour les régimes sans gluten, sans lactose ou autre, une attestation médicale avec les aliments autorisés est demandée.

Chaque jour la commande des menus est faite au traiteur et livrés séparément pour éviter des contacts avec les aliments allergènes.

Organisation

Chaque semaine les menus sont indiqués sur le site internet de la Commune. Pour décommander un repas pour cause de maladie ou de changement d'horaire, le parent doit téléphoner avant 8 heures du matin à la responsable du réfectoire. Tous les parents doivent le faire, il serait trop compliqué que cela vienne de l'école.

Si un enfant n'aime pas ce qui est servi, le personnel s'arrange avec lui pour qu'il prenne un peu plus d'autre chose. Tenir compte des goûts alimentaires de chaque enfant serait ingérable. Mais le traiteur tient compte autant que faire se peut, des goûts des enfants. Dans le réfectoire visité, un tableau permet d'accrocher des émôticones de satisfaction, système qui fonctionne. Par ailleurs, aucun parent n'a jamais appelé pour se plaindre des repas fournis.

Il peut arriver que des repas commandés ne soient pas consommés : absences non annoncées, changements d'horaire non prévus à l'école, cas de maladie d'enfant subis. La responsable s'efforce d'être au plus juste quant aux quantités commandées. L'expérience a montré que le personnel pouvait se nourrir sans que des portions spécifiques pour eux ne soient commandées, ce qui a grandement limité les déchets. Le personnel est autorisé à prendre les surplus à la maison. Le solde est repris le jour même par le fournisseur.

Le personnel

Aucune formation n'est requise pour le personnel. Néanmoins un encadrement est proposé pour l'ensemble des surveillant-e-s en fonction des situations ou des besoins comme la gestion des conflits, la communication ou l'encadrement des enfants.

Il est fait appel aux compétences personnelles de chaque surveillant-e. L'expérience de vie est importante. Ces structures ne dépendent que de la Commune et de son administration. Les seules obligations cantonales sont en lien avec les extraits de casier judiciaire des employés et les exigences du service d'hygiène.

Ce sont des employé-e-s qui travaillent à un pourcentage qui varie entre 20 et 25 %.

Quels sont les coûts détaillés des réfectoires ?

Les réfectoires ne sont pas gérés par unité séparée. Les salaires, la location des salles, le matériel pour l'encadrement sont additionnés pour toute l'année scolaire, alors que le budget communal porte sur une année civile. Des dépannages réguliers sont opérés d'un réfectoire à un autre.

Les factures du traiteur et les ventes de repas ont été séparées. Le déficit de 164 404.39 CHF est considéré comme la participation communale à ce type d'accueil.

Tarifs des réfectoires à la charge des parents

Enfants concernés	Prix de 4j./mois	Prix de 3j./mois	Prix de 2j./mois	Prix de 1j./mois	Prix d'1j. de dépannage	Prix pour une seule présence
1P à 6P	220.-/mois	165.-/mois	110.-/mois	55.-/mois	18.-/j.	13.75
9S à 11S	148.-/mois	111.-/mois	74.-/mois	37.-/mois	12.-/j.	9.25

Un rabais fratrie à hauteur de 25 % est accordé dès le deuxième enfant.

Les enfants de 12 à 15 ans qui vont au réfectoire secondaire des Mousquetaires, payent CHF 18.- de moins par mois pour 1 repas par semaine que les enfants des réfectoires primaires. Le traiteur facture le même prix de repas quel que soit l'âge des enfants. Même si les quantités sont plus élevées chez les plus grands. La différence de prix est liée à la différence d'encadrement. Dans le réfectoire des Mousquetaires, les élèves viennent seulement manger, ensuite ils partent dans la nature ou les magasins.

Une majoration de 50% est prévue pour les externes. 5 enfants sont scolarisés à la Tour-de-Peilz mais n'habitent pas dans notre commune.

Comment sont fixés ces tarifs, et depuis quand l'ont-ils été ?

Une négociation a eu lieu avec le traiteur au début du contrat en 2016 une seule augmentation a eu lieu en 2020, le coût pour les parents restant inchangé. Les repas sont facturés à CHF 9.00 + TVA 2,5% (CHF 9,23). **Malgré le déficit de 164 404 CHF**, le service n'a pas souhaité demander plus aux parents.

Le traiteur ne facture pas à la commune le surcoût occasionné par les régimes particuliers. Seuls les menus de type allergène sont surtaxés à hauteur de CHF 1.-/repas. Cela ne concerne que 3 enfants. Cette faible différence de coût est prise en charge par la commune, ce qui représente 1% du total des repas, système de calcul qui pourrait être adapté si le pourcentage d'enfants était plus important.

Activités et encadrement dans les réfectoires

Les enfants des réfectoires du primaire bénéficient d'un encadrement de 3 personnes durant toute la pause de midi sous forme de jeu, lecture et bricolage plutôt que du sport qui fait

l'objet de cours facultatifs entre 12-14h. Les activités se déroulent à l'intérieur ou à l'extérieur en fonction des saisons. Les devoirs accompagnés, eux, ne sont proposés qu'en fin de journée scolaire.

Les enfants plus grands (9S à 11S) n'ont accès qu'aux activités sportives. Ils se débrouillent par eux-mêmes après les repas. Certains parents regrettent que rien ne soit organisé et que leurs enfants traînent dans les magasins (cf. vœu 2).

Vœu 1

Deux structures s'occupent des enfants après le repas de midi. Est-il possible d'étudier la possibilité de réunir ces 2 services (UAPE et réfectoires) pour le repas de midi, afin de profiter des effets de synergie ?

Vœu 2

Aux élèves plus grands qui ne bénéficient que des activités sportives, nous souhaitons que la Commune propose des activités ludiques. (Musée Suisse du Jeu, Bibliothèque)

GESTION DES DÉCHETS

La COGEST s'est réunie le 15 novembre pour rencontrer le service Urbanisme et Travaux Publics afin d'obtenir les réponses aux questions concernant la gestion des déchets.

Nous remercions Mme Elise Kaiser, Municipale du SUTP, M. Maximilien Walter, chef de service et M. Hervé Richoz, responsable du Secteur espaces publics pour les réponses apportées.

Déchetterie

Quelles sont les différentes filières mises en œuvre pour le recyclage et l'élimination des différents matériaux récupérés (métaux, tant l'acier que l'aluminium, papier, carton, piles, ampoules, appareils électriques, PET et plastiques durs, verre, matière inerte, « gros débarras », les divers produits « dangereux, inflammables ou toxiques » (phytosanitaire, peinture, huiles batteries, etc.), compost, etc.) ? »

Les filières sont détaillées dans le tableau ci-après.

Matériau	Filière
Métaux (acier, aluminium, fer blanc, autres déposés dans la benne)	Les métaux non triés sont triés manuellement ou mécaniquement par l'entreprise Carbone & fils Sàrl à St-Légier-La Chiésaz. Cette entreprise récupère également les métaux triés (fer blanc, aluminium) et revend ensuite les métaux via différentes sous-filières selon le marché national et mondial du recyclage des métaux, qui détermine également la rétrocession communale en termes financiers.
Papier et carton	Le papier et le carton, séparés à la déchetterie, sont repris par l'entreprise Retripa SA. Celle-ci les revend ensuite selon le marché national et mondial de reprise du papier-carton. La rémunération ou le coût pour la commune est très variable et dépend du marché mondial
Piles, ampoules, batteries, divers produits dangereux, inflammables et toxiques	Le SIGE organise, pour toutes les communes membres, la récupération et le traitement de ces déchets. Le SIGE analyse les différentes filières légales existantes et peut négocier « en gros » les volumes en question. Actuellement, ces déchets sont traités par l'entreprise CRIDEC SA à Eclépens qui organise ensuite leur recyclage ou leur destruction selon les normes en vigueur. CRIDEC SA gère également le transport depuis la déchetterie de ces déchets spéciaux.
Appareils électriques et électroniques	Ces appareils doivent prioritairement être évacués dans les points de vente. Ceux ramenés à la déchetterie sont traités par l'entreprise Carbone Sàrl à St-Légier-La Chiésaz qui les recycle ensuite via le système mis en place par la Fondation SENS qui gère l'organisation de ce recyclage et la gestion de la Taxe Anticipée de Recyclage (TAR) au niveau national. Ces déchets sont ensuite recyclés en Suisse ou en Europe, toute exportation de ces déchets étant cependant soumise à une autorisation de l'Office fédéral de l'environnement et interdite hors pays UE/OCDE.
Frigos et congélateurs	Les frigos et congélateurs doivent prioritairement être ramenés aux points de vente. Ceux amenés à la déchetterie sont repris par l'entreprise Carbone Sàrl qui les « dégaze » selon un processus contrôlé puis les traite comme les appareils électriques (cf. ci-dessus).

PET et plastiques durs	La collecte du PET est organisée au niveau national par PET-Recycling. Cette entité mandate, dans notre cas, la société Meca-transport Sàrl à Aigle pour l'évacuation du PET. L'ensemble du PET récolté sur la commune est rassemblé à la déchetterie, et les quantités évacuées par PET-Recycling une fois un volume suffisant regroupé. Le recyclage et la valorisation se font intégralement en Suisse. La commune est rémunérée à raison de CHF 0.20/kg récupéré (chiffre 2022). Concernant les plastiques durs, ces déchets sont actuellement incinérés à la SATOM, du fait de l'absence de filière de recyclage en Suisse.
Matériaux inertes	Ces matériaux sont évacués aux carrières d'Arvel à Villeneuve et utilisés pour combler lesdites carrières.
Verre	Le verre est évacué au centre de transfert régional des carrières d'Arvel, puis transporté jusqu'aux usines de recyclage (production de verre neuf, isolation en laine de verre, etc.). La commune est rémunérée à raison de CHF 58.80/t. récupérée (chiffre 2022). Le recyclage du verre est organisé au niveau national par VetroSwiss. Les moloks de récupération du verre sur le territoire communal sont vidés une fois pleins (système de détection du remplissage à distance), de même que la benne de la déchetterie, par la société Chevalley Transports Chernex SA mandatée par la Commune.
Compost	Les déchets organiques des ménages sont collectés porte-à-porte et acheminés, de même que le compost et les déchets de jardin récupérés à la déchetterie, à la compostière de Villeneuve gérée par la SATOM SA. Le compost produit est ensuite revendu aux collectivités, agriculteurs, etc.

Les transports liés aux différentes filières sont, sauf les exceptions mentionnées dans le tableau, effectués par la société Chevalley Transports Chernex SA.

Remarques et questions complémentaires concernant les réponses dans le tableau

Piles, ampoules, batteries, divers produits dangereux, inflammables et toxiques : *le SIGE négocie en gros mais ne regroupe rien. CRIDEC est appelé selon nécessité par chaque commune et vient récupérer les marchandises : il est responsable du transport de ces déchets.*

Appareils électriques et électroniques : **Question :** *Avons-nous la certitude que nos déchets soient entièrement traités en CH/UE/OCDE et que ces derniers du transport ne soient pas réexportés plus loin ? Lors du dépôt de nos déchets à la déchetterie, un transfert de propriété à la commune a lieu. Lors de l'exportation pour élimination nous pensons que le principe est identique, et donc si la législation du pays UE/OCDE est plus laxiste que CH, la réexportation vers un pays tiers moins regardant devient possible. L'OFEN a-t-il une liste limitative des pays, même membres UE/OCDE, ne pouvant pas recevoir nos déchets ? Où même, de préférence, une liste de pays « sûrs » pour la qualité d'exécution ?*

Réponse : L'Ordonnance fédérale sur les mouvements de déchets (OMoD) traite de ces questions et prévoit à sa section 2 diverses dispositions à ce sujet, dont notamment, art. 17 pt. a, que l'exportation n'est autorisée que si la filière d'élimination des déchets à exporter est connue.

Sur cette base, nous pouvons donc partir du principe que les déchets en question sont entièrement traités en CH/UE/OCDE. Ce n'est cependant pas de la compétence de la Commune de vérifier ces questions et le service ne peut pas en l'état vous le garantir.

Verres : *A la question de savoir si le transport regroupé depuis les carrières d'Arvel jusqu'au lieu de recyclage se faisait en train (tant Arvel que la verrerie de Saint-Prex sont reliés au réseau CFF), nous avons obtenu la réponse suivante : après vérification avec les carrières d'Arvel qui regroupent le verre usagé dans notre périmètre, la filière actuelle de recyclage du verre regroupé à Villeneuve est la verrerie de Saint-Prex. Cependant, le transport ne se fait actuellement pas par rail mais par camion pour des raisons économiques.*

Comment sont choisis les différents prestataires ? Quelle est la durée du contrat avant remise en question ? Comment et par qui sont adaptés les tarifs de prise en charge / vente des diverses matières ?

Les différents prestataires de la commune pour les filières d'évacuation de la déchetterie où un choix est possible sont adjudés selon la procédure de gré à gré, ce qui est conforme à la Loi vaudoise sur les marchés publics (LVMP) vu les montants en question. Les contrats sont généralement annuels et tacitement reconduits. Les tarifs de récupération des matières valorisables dépendent des marchés nationaux et mondiaux et peuvent être très volatiles, par exemple dans le cas du papier/carton. Ils sont adaptés par les entreprises reprenant les matériaux.

Le Service analyse régulièrement si les prestataires choisis sont financièrement compétitifs, mais prend également d'autres aspects en compte (proximité afin d'éviter des transports inutiles, qualité du service, etc.). Le SIGE procède de même pour les déchets spéciaux (un regroupement intercommunal est dans ce cas pertinent, vu les faibles quantités en question).

Remarque : *les informations du paragraphe précédent sont louables mais ne semblent pas être vraiment optimisées (transport en camion des verres jusqu'à Villeneuve, déchargement, manutention pour rechargement, puis à nouveau transport en camion jusqu'à Saint-Prex en repassant forcément sur les hauts de notre commune) !*

En ce qui concerne la collecte « porte-à-porte » des ordures ménagères, du papier-carton et des déchets organiques, les communes de Vevey, Montreux, Veytaux et La Tour-de-Peilz sont associées dans la structure des « 3 Villes » pour organiser celles-ci. Plusieurs marchés publics en procédure ouverte selon la LVMP sont ainsi en cours pour la période de 2018 à 2024 et leur renouvellement est en préparation.

Quelles sont les mesures prises pour lutter contre le risque d'incendie causé par les piles et autres batteries au lithium, tant pour ce qui est récupéré dans le « bac à piles » que ce qui est mis en vrac avec les incinérables et les « électroniques » ?

Le risque d'incendie des piles du « bac à piles », de même que ceux des batteries et des déchets spéciaux, est connu des responsables de la déchetterie. Ces déchets sont isolés géographiquement dans le périmètre de la déchetterie et stockés selon les normes en vigueur. Des extincteurs sont disponibles et le personnel formé à les utiliser.

Le risque principal en la matière relève surtout d'éventuelles batteries (parfois très petites) qui seraient incluses dans des éléments mis aux déchets encombrants ou dans les déchets incinérables, lesquels sont compactés, ce qui peut déclencher un incendie. Le personnel surveille attentivement ce qui est mis dans ces bennes afin de limiter ce risque qui ne peut malheureusement pas être totalement exclu.

SATOM

Comment sont traités puis évacués les scories (mâchefers) à la suite du vote négatif de Port-Valais ?

Cette question ne relève pas de la compétence de la Municipalité ni de celle de la Commission de gestion du Conseil communal. Le rapport annuel 2022 de SATOM SA précise que les mâchefers sont mis en décharge dans les différentes décharges existantes en Suisse. Cette problématique est gérée au niveau cantonal par l'Etat de Vaud.

Comment sont répartis et intégrés les revenus de la valorisation des ordures, déchets et débarras en tous genre (récupération propre avant incinération, récupération après incinération, production de vapeur, production électrique tant par chaleur que par le méthane, chauffage à distance, etc.) ?

Cette question ne relève pas de la compétence de la Municipalité ni de celle de la Commission de gestion du Conseil communal, mais de la gestion de la société anonyme SATOM SA.

Comment sont définis / calculés les montants pour la prise en charge des ordures ?

Cette question ne relève pas de la compétence de la Municipalité ni de celle de la Commission de gestion du Conseil communal, mais de la gestion de la société anonyme SATOM SA qui en fixe les prix.

Remarque : *Vu que tout ce qui concerne la SATOM ne relève pas de la compétence de la Municipalité, la COGEST s'est penchée sur le rapport de gestion SATOM 2022. Nous apprenons que lors de l'AG du 24 juin 2022 il n'y avait que 51 communes actionnaires sur 77 qui étaient présentes. Comme c'est la seule possibilité de pouvoir influencer les lignes directrices, il est important que notre municipalité y participe activement. La présence de notre commune à l'AG de la SATOM nous a été confirmée.*

Autres

Existe-t-il des mutualisations de certaines prestations avec les communes voisines ?

Les communes de Vevey, Montreux, Veytaux et La Tour-de-Peilz sont associées pour la récolte des déchets « porte-à-porte » et pour les marchés publics en la matière, sous le nom des « 3 Villes », de même que pour la gestion de la structure de la brigade de propreté. Il existe également une collaboration en matière de gestion des déchets spéciaux via le SIGE (cf. ci-dessus).

Finalement, les communes de la Riviera collaborent dans le cadre du périmètre de gestion des déchets « GEDERIVIERA ». Ce périmètre s'occupe notamment de la coordination et d'une certaine harmonisation entre les règlements et les pratiques des communes membres en matière de déchets, de la répartition des recettes de la vente des sacs taxés et assure également tout le suivi statistique nécessaire à la consolidation des données cantonales.

Pourquoi les déchets « fer blanc » ne sont pas disponibles à chaque point de collecte du verre, les bouchons et autres couvercles se trouvent souvent jetés ou abandonnés sur place ?

La mise en place d'une récupération du fer blanc à proximité de chaque point de collecte du verre sera étudiée par le Service. Cependant, le risque est important que ces bacs de récupération soient le cas échéant souillés par d'autres déchets urbains, comme c'est malheureusement déjà le cas pour d'autres réceptacles de tri en milieu urbain. Cela implique ensuite des ressources humaines pour effectuer à nouveau un tri avant que ces différents matériaux puissent être récupérés dans les bonnes filières, ce qui est peu efficace. Le Service ne constate par ailleurs pas de phénomène important d'abandon des bouchons et couvercles aux abords des points de récupération du verre.

Remarque : *La COGEST relève que 3 semaines après cette rencontre il est apparu au point de collecte des Terreaux, à titre d'essai, un conteneur prévu pour les déchets métalliques tel que les canettes alu, les capsules de bouteilles (bières, minérales, etc), les bouchons à vis (vin, spiritueux, etc) et les couvercles de bocaux (confitures, conserves, etc). Renseignements supplémentaires pris, l'expérience menée durant l'été sur le quai Roussy a fourni des déchets mieux triés qu'espéré (malgré les infos transmises dans la réponse ci-dessus).*

Quel est le volume / poids des déchets porte-à-porte / déchèterie / domaine public pour chaque catégorie de déchet ?

Ces informations sont disponibles chaque année dans le rapport de gestion de la Municipalité, il en sera de même pour 2023 une fois l'année terminée, l'ensemble des chiffres disponibles et ce rapport finalisé.

Est-ce que les mutualisations sont efficaces ? rentables ?

La collaboration des « 3 Villes » depuis 2018 a permis une économie annuelle pour la Commune par rapport au fonctionnement précédent estimée à environ CHF 150'000 par an. En outre, ce regroupement permet de faire des économies en ressources humaines.

Quelle est la relation entre la brigade de propreté et l'entreprise de ramassage des déchets ?

La brigade de propreté est chargée de la gestion opérationnelle du suivi des transporteurs mandatés pour les récoltes « porte-à-porte » par les « 3 Villes », en collaboration avec les responsables opérationnels des communes. Cela implique le suivi des tournées, les modifications en cas de chantier, manifestations ou autres, et un passage régulier pour d'éventuels conteneurs non vidés, moloks endommagés, etc.

Comment est géré le ramassage à domicile des déchets encombrants ? Tarifs ? Entreprise ? Concurrence ?

Le ramassage à domicile est effectué par le personnel du secteur Espaces Publics. Les personnes au bénéfice des prestations complémentaires AVS/AI (PC AVS/AI) bénéficient d'un ramassage annuel gratuit. Les autres personnes peuvent faire appel à cette prestation pour un montant forfaitaire de CHF 200.- / intervention.

La COGEST a encore posé une question hors de ses attributions car concernant le futur et non le passé. Comme le service y a répondu et que l'analyse de la gestion des déchets ne visait pas uniquement un exercice chiffré mais son fonctionnement en général, nous intégrons aussi cette réponse à notre rapport.

Quels sont les principaux défis (2 ou 3 max) auxquels est confrontée la Commune au sujet des déchets ?

Le Service identifie les principaux défis suivants :

- Renouvellement du marché public « porte-à-porte » des « 3 Villes », procédure en 2024 et adjudication du marché dès le 1^{er} janvier 2025
- Projet à moyen terme d'une déchetterie « définitive » sur le site de la Faraz, avec les aménagements en conséquence (projet prévu au plan des investissements)
- Lutte contre le *littering* et les incivilités, particulièrement au bord du lac en été
- Lutte contre les résidus plastiques dans les déchets organiques des ménages et mise en place à l'étude du système GastroVertPrivate.

Au vu des informations ci-dessus et de la discussion avec le service, la plus grande possibilité d'amélioration du dispositif de gestion des déchets, tant au niveau financier que des polluants se situe sur les transports, la COGEST dépose les vœux suivants :

Vœu 3

Que le service étudie les possibilités d'amélioration de l'efficacité des transports principalement pour le verre (trajets et manutention inutiles si c'est pour tout transporter par camion)

Vœu 4

Au sujet de la SATOM, la COGEST souhaite que la Municipalité communique au Conseil sur les points importants de l'assemblée des délégués des communes propriétaires et sur ceux de l'Assemblée Générale annuelle.

Vœu 5

Au sujet de Gastro Vert Private, la COGEST souhaite que la Municipalité finalise rapidement l'étude, afin de mettre en place ce système sur lequel semble reposer beaucoup d'espoirs pour la lutte contre les résidus plastiques dans les déchets organiques des ménages. (Environ 14 camions de déchets verts sur 15 sont actuellement déclassés à cause de la teneur en plastique !)

GESTION ET ENTRETIEN DES FORÊTS

La commission de gestion a été reçue le 5 décembre 2023 par Mme Elise Kaiser, Municipale, remplaçante de M. Alain Grangier, M. Yves Roulet, chef de service du dicastère domaines et bâtiments ainsi que M. Maxime Roth, garde forestier au sein du Groupement forestier de la Veveyse (GFV). La commission remercie pour les réponses à nos questions et plus particulièrement M. Roth qui nous a expliqué avec transparence, clarté et enthousiasme les enjeux et défis de l'exploitation forestière.

Historique des domaines forestiers communaux

Divers achats et reventes de terrain, dont la plus ancienne trace historique remonte au XVème siècle, ont permis à notre commune d'être propriétaire de forêts situées essentiellement hors du territoire communal. La dernière transaction importante a été effectuée en 2012, avec la cession au canton de Vaud de parcelles boisées totalisant 784'722m², connues sous le nom du « domaine du Fort », proches de l'embouchure du Rhône, sur la commune de Noville contre une surface de 462'786 m², située sur la commune de Blonay-St Légier au lieu-dit l'Alliaz. Cet échange, compensé financièrement par une soulte de 300'000 CHF à charge du canton, a été motivé par les restrictions d'exploitation et d'accès que le projet de 3e correction du Rhône et du changement de plan d'affectation dans la région des Grangettes.

Suite à ce rapatriement de nos forêts sur une seule zone de « triage forestier » (dénomination des plus petites subdivisions administratives cantonales), la commune de La Tour-de-Peilz a quitté le groupement forestier des Agites et n'est plus aujourd'hui rattachée qu'au groupement forestier de la Veveyse (GFV). À noter que, dans le domaine forestier, la commune est également membre de :

- « la Forestière » (coopérative ayant pour but la vente et la valorisation du bois),
- Boipac (coopérative permettant une mise en commun de moyens techniques de transformation du bois),
- ARTUS (responsable de certaines certifications)
- FSC (Forest Stewardship Council ou Conseil de Soutien de la Forêt).

Exploitation et commercialisation du bois

Les superficies de forêt liées à La Tour-de-Peilz sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Type de forêt	Surface en forêt
Propriété communale sur le territoire communal	10'243 m ²
Terrain sur le territoire communal appartenant à des privés	21'672 m ²
Propriété communale sur territoire de Blonay - St-Légier	986'139 m ²

Toutes les forêts communales sont contrôlées, entretenues et exploitées par le Groupement forestier de la Veveyse. Le maître de l'ouvrage reste néanmoins la commune propriétaire. Les travaux proprement dits sur le terrain, soit la coupe et la sortie du bois, sont assurés par une entreprise forestière sélectionnée sur appel d'offres public. La commune ne vend plus le produit de cette exploitation aux particuliers. La commercialisation du bois (c'est-à-dire le bois de qualité destiné aux scieries) se fait au travers de la coopérative « la Forestière ». Le bois transformé en plaquettes est vendu directement au Groupement forestier de la Veveyse, qui a un contrat exclusif avec les centrales de chauffe de Blonay - St-Légier et Vevey.

Développement et perspectives

La santé de nos forêts communales est jugée bonne. Les forêts communales, essentiellement situées à plus de 1000 m. d'altitude, ont la chance de recevoir des précipitations relativement importantes. L'impact du réchauffement climatique est néanmoins

un sujet d'actualité, surtout pour le choix des espaces et essences à replanter dans une perspective à 50 ans. Il est intéressant de noter que, comme nous l'a expliqué le garde forestier, les forêts que nous côtoyons même à moyenne altitude sont issues des interventions humaines passées, avec des choix d'essence en fonction de leur croissance rapide, ceci pour le bois de chauffe et de construction. De ce fait, la présence majoritaire d'épicéas et autres mélèzes, parfois au détriment de la biodiversité, n'est donc pas naturelle et est amenée à évoluer.

Au vu de la multiplication des installations de chauffage à distance « bois Energie » sur le canton de Vaud, une augmentation générale de la demande en combustible local et donc une hausse des prix, particulièrement pour les plaquettes, est perceptible. Par contre, les volumes d'exploitation sur les parcelles qui sont propriétés de la commune sont déjà proches de leur maximum (voir tableau ci-dessous), il n'existe donc plus de grand potentiel d'augmentation. Seul un rachat de surface à des propriétaires privés souvent moins soucieux d'une bonne exploitation permettrait d'augmenter la production de bois.

Année	Quantité de bois récoltée dans les forêts communales
2019	290 m ³
2020	210 m ³
2021	310 m ³
2022	440 m ³
2023	360 m ³
Maximum théorique	450 m ³

Coûts et budget

Le morcellement (2124 parcelles pour plus de 4000 propriétaires sur le territoire du groupement forestier), les difficultés d'accès au terrain et des coûts de main-d'œuvre élevés impactent la rentabilité de l'exploitation forestière. Le prix de revente du bois varie fortement en fonction de facteurs climatiques internationaux (feux de forêt, maladie), de la qualité et de la destination finale. Les prix peuvent monter jusqu'à CHF 130.-/m³ pour les plus beaux bois destinés à une scierie locale, environ CHF 100.-/m³ pour de l'épicéa de construction standard, mais ne sont que de CHF 35 /m³ pour de la plaquette vouée à la combustion, alors que les coûts d'exploitation restent quasiment identiques.

La participation financière des communes membres au financement du groupement forestier de la Veveyse est essentiellement calculée sur une base forfaitaire en fonction du nombre d'habitants et de la surface exploitée. En 2022, la commune de La Tour-de-Peilz a contribué à hauteur de CHF 8597.18 au budget du GFV, sous la forme de CHF 7236.59 de part forfaitaire et de CHF 1360.59 pour des travaux spécifiques. En cas de bénéfices du groupement forestier, ceux-ci sont versés dans un fond utilisable par les communes membres pour des projets liés à l'accueil en forêt (rénovation de refuge, sentier didactique, accompagnement scolaire).

Au vu des perspectives futures et de la hausse potentielle des prix en bois énergie, le rachat par la commune de parcelles en main privée, souvent sous-exploitées, permettrait de diminuer le morcellement et augmenterait les possibilités de rentabilisation du bois sous forme d'énergie ou de matériaux de construction à faible impact carbone. Ce constat émanant du garde forestier lui-même, nous amène à formuler le vœu suivant :

Vœu 6

En concertation avec les autres communes du groupement forestier de la Veveyse, une stratégie et une ligne directrice en cas d'opportunité d'acquisition, d'aliénation ou d'échange de parcelles forestières doivent être définies.

SERVICE DES AFFAIRES INTERCOMMUNALES (SAI)

La COGEST s'est intéressée à l'intercommunalité et a choisi de rencontrer le SAI qui, de son point de vue, représente la plaque-tournante de cette intercommunalité.

Mme Rossier, cheffe de service du SAI, a reçu la commission le 29 janvier en présence d'un membre de son personnel et de Mme la Syndique Sandra Pasquier. Mme Rossier nous a présenté le rapport d'activités 2022 du SAI et a répondu à nos questions, ce dont nous la remercions vivement.

Organisation du SAI

Le premier service des intérêts généraux a été créé pour la seule ville de Vevey en 1972. En 1988, ce service est devenu le secrétariat intercommunal et, en 1995, le service des affaires intercommunales. En 2001, le service a été réorganisé et son financement a dès lors été assuré par toutes les communes de la Riviera.

Aujourd'hui, le SAI est un service public transversal au service des 9 communes de la Riviera. Administrativement, il est rattaché à la commune de Vevey qui l'assiste dans sa gestion financière et de ses ressources humaines. Le budget et les comptes du SAI sont d'ailleurs inclus dans ceux de la commune.

Sur le plan organisationnel, la conférence des syndics (CDS) est « un peu » les patrons du SAI et Mme Rossier explique qu'elle-même organise plus qu'elle ne gère la CDS qui, par exemple, discute et valide les principes d'engagements du personnel du SAI.

En termes de ressources en personnel, le SAI dispose de 4.7 EPT au maximum, dont seuls 3.9 EPT sont actuellement occupés comprenant une cheffe de service (100%), 2 adjointes (180%) toutes deux ayant une formation universitaire (sciences sociales et politiques pour l'une d'elle et architecte urbaniste pour l'autre) et 2 secrétaires (110%). Ce personnel, pour être performant, doit disposer d'une large palette de compétences et d'expériences. De ce fait, le recrutement est difficile et le temps d'adaptation au poste long.

Missions du SAI

A l'interface entre le politique (CDS) et le technique (services administratifs des communes ou associations intercommunales), le SAI assure la coordination, le développement et la gestion des projets intercommunaux qui lui sont confiés en :

- organisant le travail de la conférence des syndics avec laquelle le SAI travaille en étroite collaboration : convocations aux séances, rédaction de PV,... Si la CDS peut confier des mandats ou des thèmes de réflexion, le SAI peut aussi proposer des thèmes de réflexion qui sont ou non validés par la CDS
- gérant des institutions intercommunales placées sous sa responsabilité (cf. tableau en fin de chapitre),
- procédant à des analyses juridiques, politiques et techniques de dossiers spécifiques,
- développant autant que possible une vision globale de la régionalisation,
- assistant les mandataires en cadrant leurs interventions dans une perspective régionale.

Depuis 2001, le SAI a souhaité renforcer la communication à l'intention des conseils communaux principalement par la rédaction de rapports d'activités annuels détaillés.

Prestations du SAI

Le SAI s'occupe d'une trentaine d'associations intercommunales impliquant des temps de travail très divers. Pour 11 d'entre elles, il assure la gestion et la coordination. Quant aux autres associations, elles sont indépendantes, le SAI collaborant de façon ponctuelle ou permanente.

Parmi les 11 structures (en gras sur le tableau en fin de chapitre), deux impliquent chaque année un important investissement en temps, ce sont la Communauté intercommunale d'équipements du Haut-Léman (CIEHL) et le fonds culturel de la Riviera (FCR) pour lequel le SAI assure un suivi régulier des 21 institutions artistiques subventionnées par ce fonds.

Le SAI, pour sa part, rappelle que, très souvent, les conseils communaux ne sont pas habilités à influencer sur les décisions de ces 11 structures, il constate toutefois que les conseils communaux ont parfois le sentiment d'une information lacunaire alors même que certaines de ces structures intercommunales peuvent avoir des implications sur les finances communales.

Dans le domaine de l'aménagement du territoire (CORAT,...), l'activité du SAI a beaucoup diminué, une grosse partie de ces prestations ayant été transférées à l'agglomération Rivelac.

Dans le domaine des mandats juridiques, politiques et techniques, le SAI a pris en charge de nombreux dossiers très différents quant à leur complexité et leur durée. Ces mandats sont très cadrés et visent à analyser une problématique et à proposer des solutions, la prise de décision revenant toujours aux politiques et aux communes.

Ces 2-3 dernières années, le SAI a apporté son expertise et son soutien à la commission intercommunale de la taxe de séjour (CITS) - pour la modification de son règlement ; il a redéfini les rôles respectifs de chacun, rédigé une convention et un règlement compatibles avec le droit en vigueur, mais aussi mis en place une procédure de consultation et d'approbation de cette réorganisation auprès des Municipalités, du canton et des conseils communaux.

Par le passé, le SAI a aussi investi beaucoup de temps pour l'association Sécurité Riviera (ASR) : au début du projet, la cheffe du SAI a consacré jusqu'à $\frac{3}{4}$ de son temps à cette structure en collaborant étroitement avec les commandants,... le projet complet s'étant déroulé sur 3 législatures. Ce mandat a pris fin depuis lors.

Certains mandats sont parfois très techniques, délimités et courts : c'est le cas de celui dénommé « Perséides ». Le but de ce mandat était d'étudier les potentialités d'extinction de l'éclairage public pour permettre aux habitants d'observer le ciel. Le SAI a alors été chargé d'inventorier dans chaque commune les modalités d'extinction de l'éclairage public, suite à quoi les politiques ont pris des décisions.

Le SAI va même parfois jusqu'à produire des préavis à l'intention des conseils communaux quand ceux-ci relèvent de plusieurs communes.

Enfin, le SAI assure une forme de veille des problématiques de portée intercommunale et fait des propositions de thèmes d'étude dans ce sens à la CDS. Les politiques ou des services de communes (une ou plusieurs) peuvent aussi faire des propositions ou demandes à la CDS qui détermine en collaboration avec la CDS quelles sont ses ressources pour y répondre et qui décide de l'attribution du mandat.

Au vu du peu de ressources disponibles aussi bien en personnel que sur le plan financier, le choix des priorités se doit d'être très rigoureux, un seul mandat important, en plus des charges courantes, ne pouvant être traité par année.

Budget du SAI

En 2022, le budget du SAI était de CHF 791'415 financés par :

- les 9 communes qui versent 9.-/ hab. au 31 déc. de l'année en cours
- les prestations facturées aux institutions intercommunales gérées par le SAI, ces prestations sont des forfaits qui ont été établis et sont quasi identiques depuis très longtemps:

CHF 58'500.-, à savoir :

CHF 6'500.- CIEHL (forfait quand aucun préavis intercommunal demandé au SAI)

CHF 8'000.- Commission prévention Riviera (forfait)

CHF 35'000.- Fonds culturel Riviera (forfait)

CHF 0.- Fonds intercommunal sauvetage (forfait non facturé, le nombre d'heures passées par le SAI n'ayant pas atteint la somme de 1'000.-)

CHF 5'000.- Fonds sportif intercommunal (heures de prestation et non forfait)

CHF 4'000.- Fondation Equipement touristique (heures de prestation et non forfait)

En-dehors des forfaits, des prestations sont facturées à l'heure sur la base des tarifs suivants : le SAI facture 45.- l'h. de secrétariat, 65.- l'h. des adjoints et 90.- l'h. de la cheffe de service. Certaines charges du SAI comme la formation de son personnel sont à la charge du service du personnel de la commune de Vevey et non du SAI.

La facturation de prestations a été introduite il y a 25-28 ans avant l'arrivée de Mme Rossier ; les tarifs horaires n'ont pas été actualisés depuis 20 ans et les forfaits ont été mis en place il y a quelques années par souci de simplification et n'ont pas été revus à la hausse..

Dans son budget, le SAI prévoit toujours une réserve de 15'000.- à 20'000.- pour des mandats d'études non planifiés. Si, en fin d'année, les revenus sont plus élevés que les charges, le surplus toujours modeste revient à la commune de Vevey. Si c'est l'inverse, c'est Vevey qui paie la différence.

Les comptes ne permettent pas de ventiler les charges par prestation. Par contre, le SAI fait un récapitulatif régulier et le plus rigoureux des heures de travail /prestation qu'il publie sous forme graphique, dans son rapport d'activités.

Contrôle financier

Comme le SAI dépend administrativement de la commune de Vevey et que sa comptabilité apparaît dans les comptes de celle-ci, ils sont vérifiés par la fiduciaire de la ville. Par ailleurs, son budget est avalisé en même temps que celui de la commune par la COFIN de la commune de Vevey et ses comptes et prestations sont contrôlés par la COGEST de Vevey.

Pour les ententes dont les budgets dépassent le million comme la CIEHL et le FCR, leurs comptes sont vérifiés par une fiduciaire et leurs budgets par la commission intercommunale de gestion de chaque entente et sont finalement adoptés par les 9 conseils communaux.

Les petites fondations (par ex. équipement touristique de la Riviera) sont dispensées de révision par un organe externe, du fait de leur taille. Leurs comptes sont adoptés par le Conseil de Fondation, puis par l'autorité de surveillance. Quant aux commissions, elles sont contrôlées directement par la fiduciaire de la commune de Vevey, puis leurs comptes sont adoptés par l'assemblée générale qui les transmet ensuite aux Municipalités.

Conclusion

Le SAI, malgré des ressources en personnel et en finances restreintes, apporte un soutien indéniable aux communes de la région et particulièrement aux associations intercommunales

dont il a pallié à plusieurs reprises le manque de ressources en personnel ou d'expertise surtout en gestion et en droit.

Pour parvenir à répondre à ses missions, le personnel de ce petit service a besoin de compétences et d'expériences professionnelles étendues et variées, il se doit d'être polyvalent, flexible, diplomate et de se limiter essentiellement à un rôle d'analyse et de proposition, les décisions revenant au politique. Sa cheffe se dit très attentive à ne pas dépasser le cadre des mandats qui lui sont confiés.

Le SAI, malgré tous les services rendus au politique dans le domaine de l'intercommunalité et les nombreuses études de son fonctionnement par des agents externes (confédération, communes,...), n'a jamais réussi à faire école, aucun groupe de communes n'ayant adopté ce modèle, d'où le vœu suivant :

Vœu 7

Étudier la pertinence d'une entité intercommunale intégrant les activités du SAI et regroupant et gérant l'ensemble des associations intercommunales comme par exemple "Région de Nyon", l'association de communes du district de Nyon.

APERÇU DES COLLABORATIONS INTERCOMMUNALES SUR LA RIVIERA

COORDINATION GÉNÉRALE	AMÉNAGEMENT, TERRITOIRE, TRANSPORTS, ÉQUIPEMENTS	CULTURE, SPORTS	ÉCONOMIE, TOURISME	SÉCURITÉ, PRÉVENTION	SERVICES ET INFRASTRUCTURES TECHNIQUES	SOCIAL, SANTÉ (PARTENARIAT CANTON - COMMUNES)
<ul style="list-style-type: none"> Conférence des syndics de la Riviera (CSD) Entente intercommunale, Communauté intercommunale d'équipements du Haut-Léman (CIEHL) Conférence des municipalités Vevey-Montreux - La Tour-de-Peilz Autres conférences des municipalités 	<ul style="list-style-type: none"> Commission consultative régionale pour l'aménagement du territoire (CORAT Riviera) Conférence régionale des transports publics de la Riviera (CRTPR) Bureau technique intercommunal du Cercle de Corsier Convention Cartonviera Convention Agglomération Rivélaç 	<ul style="list-style-type: none"> Entente intercommunale, Fonds Culturel Riviera (FCR) Fondation du Conservatoire de Musique et Ecole de Jazz Vevey - Montreux - Riviera (CMVR) Fonds intercommunal des sociétés sportives s'occupant de la formation des jeunes (Fonds sportif) Convention relative à l'utilisation des sociétés sportives 	<ul style="list-style-type: none"> Association pour la promotion économique de la Riviera et de Lavaux (Promove) Association Montreux-Vevey Tourisme (MVT) Fondation pour l'équipement touristique de la Riviera Commission intercommunale de la taxe de séjour (CITS) 	<ul style="list-style-type: none"> Association des communes Sécurité Riviera (ASR) Commission Prévention Riviera Inspection des chantiers Fonds intercommunal de réserve pour l'achat et le renouvellement d'unités de sauvetage Fondation, Additions Action communautaire Travail social (AACTS) 	<ul style="list-style-type: none"> Association de communes, Service intercommunal de gestion des eaux (SIGE) SATOM SA Périmètre de gestion des déchets urbains de la Riviera (GEDERIVIERA) Société de transports publics Vevey - Montreux - Chillon - Villeneuve (VMCV SA) Société de transports publics Montreux-Vevey Riviera (MVR SA) Compagnie industrielle et commerciale du gaz (C ICG) 	<ul style="list-style-type: none"> Association régionale d'action sociale Riviera (ARAS) Réseau Santé Haut-Léman (RSHL) Association pour l'aide et les soins à domicile et la prévention - Est vaudois (ASANTE SANA)

Structures dont la gestion et la coordination sont assurées par le SAI

Structures indépendantes avec lesquelles le SAI peut être amené à collaborer de façon ponctuelle ou permanente

MUSÉE SUISSE DU JEU

Le mardi 26 mars, la commission de gestion a rencontré les membres suivants du conseil de la fondation du musée :

- Vincent Bonvin, président, conseiller municipal
- Guy Chervet, caissier, expert-comptable, conseiller communal
- Pierre-André Dupertuis, secrétaire du conseil, secrétaire municipal
- Selim Krichane, directeur du Musée suisse du jeu

En vue de cette réunion, la commission avait reçu les documents suivants:

- Rapport d'activité
- Comptes audités (commentaires de M. Chervet)
- Fiches des prestations communales
- Contrat de prestations en vigueur
- Composition du Conseil de fondation
- Articles de journaux

Le directeur du musée, M. Krichane, présente à la commission son rapport de la situation du musée, qui suit essentiellement le rapport d'activités. Le total des produits s'élève à CHF 730.000.- et une perte de CHF 27.000.-; concernant la fortune de la fondation du musée, M. Krichane met en avant 2 points qui ont servi de fil rouge à son rapport :

- année de transition avec une nouvelle direction depuis avril 2023 et la formation d'une nouvelle équipe (la plupart du personnel a été renouvelé)
- le MSJ a fait peau neuve en prenant une nouvelle direction et en adoptant une nouvelle approche muséale :
 - création d'un espace de jeux électroniques tout en conservant certains éléments de l'ancienne présentation du MSJ
 - passage d'une exposition permanente vers une tenue d'expositions temporaires d'envergure, assorties d'un programme actif

Augmentation des produits (grâce à 25% de visiteurs en plus que l'année précédente) :

- 25% d'augmentation des recettes des entrées qui s'élèvent à CHF 116'000,- (ce qui correspond à + 3'000 visiteurs en chiffres absolus)
- Les facteurs de ce succès s'expliquent par:
 - événements (par exemple : Nouveau Western, Game over, Journée national du Jeu, Château du Jeu, JeurassicPark, ...)
 - ateliers, journées ouvertes, ...
 - déménagement de la bibliothèque qui a été transférée ailleurs et sert aujourd'hui de salle de jeu
 - coopérations / prêts, par exemple : UNIL, musées à Genève, Paris ...
 - la répartition des visiteurs selon leur provenance des visiteurs n'a pour ainsi dire pas changé :
 - 10% district de Vevey
 - 40% canton de Vaud
 - 30% Romandie
 - 10% Suisse Alémanique
 - 10% étranger
 - plus d'enfants :
 - 40% sont entre 6 et 15 ans,
 - taux des "ados" (16 – 20 ans) qui augment, ce qui est difficile pour un musée ;

- parmi les autres indicateurs de succès, on peut relever :
 - couverture de presse et radio et autres : plus de 20 publications dans Le p'tit journal boéland
 - feedback positif des visiteurs
 - plus d'achats en boutique, le montant/ acheteur restant stable à CHF 4.-

La COGEST félicite le directeur pour ce succès opérationnel, la croissance en entrées et de la vente en boutique pendant les 9 premiers mois (après changement de direction).

M. Krichane est optimiste et espère que la tendance positive du nombre de visiteurs engendrée par la nouvelle approche qui s'adresse à tout public ("approche petit prince"). Dans ce contexte, le Conseil de fondation a décidé que le festival du jeu restera gratuit qui sert de produit d'appel à la promotion du MSJ. Le projet "ville du jeu", quant à lui, est un projet pour l'ensemble de la ville et dépasse le MSJ. Les activités doivent être complémentaires, mais ce n'est pas une priorité du cahier de charge du MSJ.

Autres produits / dons

- Les dons de la loterie romande et de l'UBS résultent du passé et ont créé des effets extraordinaires sur la comptabilité de l'année 2023 : Le changement de stratégie du MSJ ne permet plus d'utiliser les moyens mis à disposition dans le passé par des donateurs. Selon leurs règles, l'utilisation des moyens doit être obligatoirement affectée à l'ancienne stratégie "d'exposition permanente", ce que la nouvelle direction ne considère plus comme le meilleur moyen pour le développement du MSJ. Un rendez-vous a eu lieu entre le conseil du MSJ et les donateurs : les dons ont été remboursés et la réserve ainsi éliminée. Il y a eu des discussions pour de nouvelles donations selon la nouvelle stratégie du MSJ. Cela a permis d'octroyer un montant de 46.000,- CHF au bilan 2023 pour la scénographie actuelle.
- Sans ces effets extraordinaires, le ratio entre résultats opérationnels et autres produits (surtout subsides) reste inchangé: 20:80 - pour un total des comptes de 1.000.000,- CHF (sans effets extraordinaires). C'est évident, que la croissance opérationnelle liée aux entrées est bienvenue et importante pour le succès du MSJ. Mais, même avec un objectif à long terme de 20.000 entrées (une croissance supplémentaire de 25%) ne pourrait augmenter le ratio qu'au max. à 25:75, ce dont la commune est parfaitement consciente, d'où la nécessité d'un subside communal pour couvrir les frais du personnel.
- Enfin, M. Krichane s'est montré très actif dans la recherche de nouveaux donateurs, ce qui peut avoir un impact positif sur le financement du MSJ.

Charges

- Le directeur explique le nouvel organigramme. Les changements du personnel ont été à l'origine d'une augmentation des charges du personnel extraordinaire et qui s'explique par des pré-retraites et doublons de salaires pour certains postes
- L'entretien de 8 appareils informatiques est facturé au MSJ par la commune (à raison de 1.500,- CHF par appareil)
- Il y a un projet d'un nouveau logiciel ERP de gestion dont le coût est de CHF 19.000.- pour l'exercice 2023. Cet outil doit permettre une gestion plus efficace et une meilleure transparence et automatisation en comptabilité. Ce projet de la direction vise la modernisation du MSJ.
- Le renouvellement du contrat de prestation avec la commune est lié au projet de rénovation du bâtiment – une nouvelle version n'étant pas à l'ordre du jour pour l'instant.

La commission de gestion constate, à l'unanimité, une performance exceptionnelle de la nouvelle direction pour sa première année : l'engagement et les résultats (malgré la transition) font état d'un changement important du MSJ pour la période écoulée.

Vœu 8

Réactualisation et mise à jour régulière du site Internet

Vœu 9

Renforcer la promotion de la boutique des jeux du musée

Vœu 10

Étudier la possibilité d'offrir plus de visites accompagnées pour une animation encore plus active.

DECOMPTES FINAUX DES COMMUNICATIONS 23, 24 et 25/2023

Au cours de l'année 2023, le Service de l'Urbanisme a établi différents décomptes finaux relatifs à différents préavis concernant des travaux sur le réseau d'assainissement. A la lecture de ces décomptes et en particulier des différences entre les montants des préavis et les montants effectivement dépensés, la COGEST a souhaité obtenir des explications sur les différences.

Suite au refus de la municipalité de transmettre les décomptes finaux sous la forme des tableaux des montants des préavis en y incluant une colonne avec les montants dépensés, la COGEST a délégué 2 représentants pour étudier les comptes des travaux d'assainissement dont les décomptes finaux ont été transmis par les communications municipales N° 23, 24 et 25/2023.

Nous remercions M. Walter, Chef du Service UTP, pour la mise à disposition des documents et les réponses à nos questions.

Notre but était de réaffecter les montants, selon les postes des préavis, pour comprendre où se situent les écarts de montants et de pouvoir en expliquer les origines. Ce n'est qu'en fin de séance, en posant les questions et remarques de notre contrôle, que nous avons obtenu l'information que les travaux routiers se comptabilisent TTC et que les travaux concernant l'assainissement de l'évacuation des eaux sont traités HT.

Après avoir mis en forme les tableaux selon nos constatations et estimations, nous avons eu une 2^{ème} séance pour revoir ces diverses pièces avec des demandes plus spécifiques. M. Zenger, Boursier communal, nous a également consacré le temps nécessaire pour répondre avec précision à toutes les questions en suspens, principalement axées sur la TVA. Nous profitons également pour le remercier de sa présence, pour ses explications ainsi que ses recherches.

Nos constatations sont les suivantes :

- Le préavis 13/2016 (Communication municipale N° 24/2023) a vu toutes ses factures saisies TTC alors que les factures concernant l'assainissement auraient dû être comptabilisées HT car liées à un compte affecté. Les recherches entreprises en redémarrant le serveur avec l'ancien logiciel de gestion, pour vérifier les paramétrages des comptes d'investissement 460.5010.xx, ont révélées que 3 objets ne disposaient pas du paramètre TVA.
- La subvention « défense incendie (ECA) » de 36'810.- portée en diminution du montant global concerne en fait 17 chantiers et non uniquement celui du préavis 13/2016.
- Les textes de demande de prix sont très détaillés mais les factures ne reprennent pas les mêmes rubriques ; cela complique la répartition des montants. Pour les 3 objets sous revue, la rubrique installation (de chantier) est mentionnée et chiffrée 4 fois au préavis 3/2020, 2 fois au préavis 13/2016 et ne figure pas dans le préavis 1/2019. Lors de notre vérification nous n'avons vu ce texte que sur une seule facture. **Nous en déduisons que ce n'est pas par mauvaise volonté mais bien par impossibilité technique que la municipalité refuse de présenter les décomptes sous forme de tableau augmenté d'une colonne " montant dépensé ".**
- Sur les factures des bureaux d'ingénieur ou de génie civil, la répartition des frais entre routes et assainissement n'est pas toujours clairement mentionnée, ce qui complique leur comptabilisation correcte.
- Le montant de 90'000.- en réserve dans le préavis N° 3/2020 pour le remplacement des 7 arbres dont les racines risquent d'être trop proches des fouilles, et donc

abimées par les travaux, a été utilisé à hauteur de 45'540,65 en comptant les travaux de GC pour les fosses de plantation et la perméabilisation du sol. Cependant la facture des fournitures comprend 9 arbres qui sont tous comptabilisés sur ce préavis, alors que dans la rue on en trouve que 7. Suite aux divers changements intervenus à la tête du service, les deux principaux intéressés ayant suivi le chantier et approuvé cette facture n'y travaillant plus, le Service UTP n'a pas pu nous renseigner sur l'emplacement de ces 2 arbres et conclut son information de la manière suivante :

« En toute vraisemblance, le coût de fourniture de ces deux arbres représentant Fr. 1'800 n'auraient probablement pas dû être imputés sur le préavis 03-2020 car ils concernaient un autre objet ».

- Le décompte final du préavis n° 3/2020 mentionne un montant de CHF 126'402.10 pour les travaux exécutés sur les collecteurs EC et EU, or les comptes 2023 présentés à la COGEST font mention d'un montant payé de CHF 125'609.90. Dans la brochure des comptes 2023, l'ensemble des travaux à amortir est de CHF 371'759.45 et non CHF 372'555.65, comme indiqué sur le décompte final.

Les explications de SUTP sont les suivantes : *"Cette différence de Fr. 796.20 s'explique par une facture ayant été imputée dans ce préavis (compte 460.5010.25) par erreur, car elle aurait dû être imputée dans le 460.5010.28. Une erreur sur le dernier chiffre du no de compte explique cette mauvaise imputation, qui a été corrigée après l'édition du décompte final de la communication 25/2023. Le montant correct est donc celui imprimé dans la brochure des comptes 2023".*

Le refus initial d'une colonne "montant dépensé" ayant son origine identifiée, et **dans le but unique de simplification et de transparence**, la COGEST souhaite que la municipalité parvienne à communiquer les décomptes finaux avec la formule du tableau incluant une colonne "montant dépensé", quitte à simplifier la présentation des préavis, en ne chiffrant que les têtes de chapitres et en réservant les détails de ces chapitres pour la commission, **ou** en présentant le décompte avec un tableau simplifié, ne contenant que les têtes de chapitres avec les dépenses, permettant à chacun des comparaisons claires.

Par têtes de chapitres cela donnerait en prenant exemple sur le préavis 3/2020 :

• Ouvrages d'assainissement (collecteurs)	préavis	dépensé
• Réfection du revêtement de chaussée (noirs)	préavis	dépensé
• Eclairage public	préavis	dépensé
• Défense incendie
(50% à charge de la commune, hormis BH 100%)	préavis	dépensé
• Arborisation, végétalisation et mobilier urbain	préavis	dépensé
• Signalisation et marquages	préavis	dépensé
• Honoraires pour travaux divers	préavis	dépensé
• Divers et imprévus	préavis	dépensé

En procédant de la sorte, même en ayant supprimé 28 lignes chiffrées et détaillées, les conseillers obtiendraient les informations pertinentes.

Vœu 11

Que la municipalité étudie toutes les diverses solutions possibles permettant de transmettre au Conseil les décomptes finaux avec une vraie possibilité de comparer les montants dépensés et les crédits accordés, d'une manière plus détaillée que les seules rubriques "crédit accordé, travaux exécutés, solde non dépensé"

RAPPORT DE LA COGEST SUR LES PRÉAVIS 11/2024 et 12/2024

RÉSULTATS COMPTABLES 2023

Introduction

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Lors de sa séance du 22 avril 2024, la Municipalité a approuvé les comptes de l'exercice 2023 de la Commune présentés et commentés ci-dessous.

Comptes après répartition du résultat

Total des charges	80'612'537.20
Total des revenus	81'364'432.60
Excédent de revenus	751'895.40

CONTRÔLE DES COMPTES

Le contrôle des comptes par la COGEST a été effectué en présence de Madame la Syndique, de Madame la Municipale, de Messieurs les Municipaux et de leurs chefs de service respectifs. Nous les remercions pour leurs explications détaillées et précises.

Les commentaires des comptes en gras ne sont pas repris dans notre rapport, afin d'en alléger la lecture.

RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE

Dans son rapport daté du 21 mars 2024, la fiduciaire Jean-Christophe Gross SA à Vevey atteste du contrôle des comptes 2023 de la Commune de La Tour-de-Peilz en ces termes :

« En notre qualité d'auditeur et conformément à notre mandat, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Commune de La Tour-de-Peilz comprenant le bilan, le compte de fonctionnement, le tableau des investissements, la liste des engagements hors bilan et le rappel des ententes intercommunales pour l'exercice annuel arrêté au 31 décembre 2023 »... et conclut que les « comptes annuels de la Commune pour l'exercice au 31 décembre 2023 sont conformes à la loi sur les communes du 28 février 1956 et au règlement cantonal sur la comptabilité du 14 décembre 1979.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE SADM

100 Conseil communal SADM

100.3001.00 Traitements.

Le commentaire est manquant. Ce compte n'aurait pas dû être mis en évidence.

100.4361.03 Tantièmes acquis à la commune.

L'ensemble des indemnités versées à nos conseillers municipaux à titre de représentation de notre commune dans des organes intercommunaux, par ex. est acquis à la caisse communale et représente environ le tiers des salaires versés à la Municipalité. Dans certaines communes, tout ou partie de ces tantièmes sont acquis aux municipaux et non à la commune.

111 Administration générale SADM

111.3011.90 Traitements apprentis.

Tous les traitements des apprentis employés de commerce sont affectés à ce compte. C'est pourquoi il est plus élevé que le compte 111.3011.00 qui ne concerne que les traitements des auxiliaires. Les traitements des employés réguliers de l'administration sont comptabilisés dans le compte 110.3011.00

111.3528.00 Participation aux frais du service intercommunal.

Une assurance perte de gains a couvert le traitement d'une collaboratrice qui a été malade, ainsi le coût facturé par la commune de Vevey est inférieur à celui budgété.

111.3655.00 Subventions – Aides et prévoyance sociale.

Le montant dépensé est supérieur au budget, car le Noël du partage 2023 (1500.-) a été payé à double (par ce compte et également 710.3659.00). Le montant n'apparaîtra donc pas du tout en 2024.

111.4313.00 Emoluments de naturalisation.

Oubli budgétaire, généralement 8000.- par an sont prévus.

121 Centre d'impression SADM

121.3189.00 Mandats externes culture.

Le responsable du centre d'impression fait parfois appel à un graphiste externe pour réaliser des mandats pour le service culture de notre commune. Il semblait plus clair d'intégrer ce compte dans le centre d'impression que dans le service culture.

130 Personnel SADM

130.3030.00 Cotisations AVS/AI/AC/APG/ALFA/PCFam

130.3040.00 Caisse de retraite

L'ensemble des charges sociales est comptabilisé dans les comptes 130.30xx.xx. Une imputation interne est ensuite effectuée pour certains secteurs particuliers. Cette pratique va évoluer lors du passage au nouveau plan comptable MCH 2 qui sera mis en place en 2027 dans notre commune.

- 130.3030.01 Allocations familiales communales
Revalorisation des allocations familiales pour les accueillantes en milieu familial avec un alignement sur les prestations offertes à l'ensemble du personnel communal
- 130.3050.00 Assurance maladie perte de gain
Augmentation de la sinistralité pour l'exercice 2023.
- 130.3051.00 Assurance accidents
Budget surévalué, la charge des accueillantes en milieu familial n'était pas connue au moment de l'établissement du budget 2023.
- 130.3091.01 Frais de formation des apprentis.
Moins d'apprentis en 2023 que prévu, donc charges en diminution.
- 130.3099.02 Charges diverses.
Le commentaire n'est plus pertinent. Les comptes reflètent la réalité.
- 130.4359.00 Recettes diverses
Dissolution de réserves et imputation interne du traitement d'une personne affectée temporairement au SDOM, mais dont le traitement a été financé par le biais d'un préavis.
- 130.4901.00 Imputations internes – Charges sociales
Les secteurs 450, 451, 460, 470, 471 et 705 étant financés par le biais de taxes spécifiques, les charges sociales du personnel concerné fait l'objet d'imputations internes.

130 Assurances diverses SFIN

- 131.3186.02 Assurances RC dégâts d'eau/glaces
89 objets du patrimoine administratif et financier couverts. Budget probablement sous-évalué

15 Affaires culturelles et de loisirs SFJSC

Questions générales :

- C22-C23 Augmentation de 350'000.-
- Avec quel résultat de votre point de vue ?
- Quelle fréquentation des différents événements ?
- Et avec quelle satisfaction pour la population ?

Réponse du service :

Le secteur 15 regroupe des divisions dont la compétence revient également à d'autres services, Greffe et SDOM par exemple. Néanmoins quelques gros postes sont également identifiés dans les divisions de SFJSC. Il est donc difficile de mettre en lien cette augmentation de 350'000.- avec la fréquentation et la satisfaction des événements. Certains de ces postes sont des transferts d'autres natures.

150 Affaires culturelles

150	130'000.- Traitement salaire Affaires culturelles, avant dans le compte 110.3011.00
150	10'000.- Ville du Jeu, nouveau poste (provision)
150	8'000.- Fonds culturel Riviera. Fonds intercommunal en lien avec l'augmentation de la population.
151	89'000.- Salle des Remparts, cf SDOM
152	88'000.- ABCDé, cf Greffe
153	25'000.- Piscine de Montreux
TOTAL	350'000.-

Fréquentation des différents événements : on n'a pas toujours le détail et ce n'est pas toujours la fréquentation qu'il faut analyser mais le succès de la manifestation dans son ensemble et la diversification de l'offre culturelle ainsi que le dynamisme et professionnalisme des différentes institutions. La chance d'avoir une offre culturelle diversifiée et attractive, qui devrait plaire à tout un chacun, tout en restant adaptée à la taille de la ville et sa situation géographique. Les entités subventionnées à plus de 5'000.- fournissent un rapport de gestion et un bilan de la manifestation. Nous tenons compte de ces apports pour définir le subventionnement futur.

150.4653.00 Part. Fonds culturel Riviera.

Participation de la taxe de séjour qui ne soutient plus les petites manifestations qui n'augmentent pas significativement les nuitées sur la Riviera mais qui sont uniquement liées aux communes. 10'000.- sont versés à LTDP pour soutenir lesdites manifestations (elles sont identifiées). De plus un montant de 6'000.- est alloué à la commune en lien avec l'augmentation des nuitées. Les montants attribués par la taxe de séjour doivent être distribués à l'ensemble des communes, le reliquat sera soit rétrocédé soit porté en réserve. (Compte 150.3817.00)

151 Salle des Remparts SDOM

151.4271.08 Locations diverses.

Salle des Remparts déjà très occupée, les rentrées dépendent plus du type de locataire (avec ou sans rabais) Objectifs de mise à disposition d'une infrastructure prioritairement aux écoles et associations locales plutôt que de chercher la rentabilité à tout prix.

153 Sport et jeunesse SFJSC

153.3011.01 Traitements animateurs auxiliaires.

Moins d'engagements d'animateurs pour les camps de vacances. De plus, un montant prévisionnel a été mis au budget pour des aides au montage et au démontage, mais ceci a pu être effectué par les collaborateurs de la commune.

153.3170.01 Afterworks.

La création des Afterworks provient de l'annulation de la fête de la musique (FDM). A l'origine 4 mini-fêtes étaient proposées pour remplacer la FDM annulée. La FDM étant à nouveau organisée, l'ampleur des Afterworks a été redimensionnée avec notamment moins de groupes par soirée. Les budgets de l'année N+1 intervenant avant le bilan de l'année N, ceci se répercute automatiquement sur l'année suivante. En 2022, il n'y avait eu que 3 Afterworks.

160 Economie SADM

160.3658.00 Actions de soutien à l'économie.
Soutien à Dolce Riviera en 2023.

170 Stades SDOM

170.3145.02 Entretien du terrain de Bel-Air.
Compte SUTP - Un fraissage du terrain a été effectué en 2022, nécessaire en raison d'une invasion du gazon par des vers blancs (larves de hannetons). En 2023, cette intervention n'a pas été nécessaire, le terrain a pu être entretenu avec les produits d'entretien habituels et des interventions plus légères. Le fraissage étant une intervention lourde, il n'est effectué que si cela est nécessaire.

172 Tennis SDOM

Une convention avec le TC DESA, club privé, gère l'usage des terrains de tennis.

180 Transports publics SUTP

180.3517.11 Déficit remontées des Pléiades.
Facture liée à une convention de 2003 relative au bassin des utilisateurs des remontées mécaniques des Pléiades.

180.3657.02 Part. exploitation Velospot
Convention Publibike, Développement potentiel avec l'agglo Rivelac 2025/2026

190 Service informatique SFIN

190.3011.00 Traitements
Le budget 2023 comprend un nouveau poste de technicien informatique (3^{ème} personne de l'Unité informatique) avec une année complète de salaire (13 mois). Une première personne a été engagée d'août à octobre, puis a quitté au terme des 3 mois d'essai pour retourner chez son employeur précédent.
A noter qu'une seconde personne a pu être recrutée et a débuté le 1er janvier 2024.

FINANCES SFIN

200 Comptabilité générale, caisse

200.3183.01 Frais transactions électroniques.
Ce compte comprend tous les frais de transactions (exploitation et commissions) afin de pouvoir proposer des moyens de paiements électroniques (cartes de débit, cartes de crédit, Twint) aux citoyens aux guichets (1x Finances, 2x Office de la population) ainsi qu'en ligne, soit :

- les frais d'exploitation et de transactions (Datatrans) du site internet <https://ltdp.kepchup.ch> pour les activités d'ateliers et sports scolaires facultatifs du Secteur Sport&Jeunesse du Service FJSC
- les frais de maintenance de 3 terminaux de paiements (370.-/HT/an/terminal)
- les commissions (1.3%) sur les paiements aux guichets et sur Kepchup

200.3663.03 Cartes journalières CFF.

Pour la dernière fois, la Commune a mis à la disposition de sa population trois cartes journalières CFF en 2ème classe par jour (respectivement six cartes du 31 janvier 2023 jusqu'au 11 juin 2023) au guichet du Service jusqu'au 30 janvier 2024.

Cette offre a continué à rencontrer un grand succès et, en 2023, les ventes se sont situées à près de 90 % des cartes mises à disposition (1'337 cartes vendues sur 1'491 disponibles).

Malgré les cartes supplémentaires (vu les 1'491 cartes disponibles contre 3x 365 = 1095 cartes), le déficit est très proche du budget : soit environ 7000.-

200.3818.03 Attribution – Fonds énergies renouvelables.

Le détail des mouvements du fonds 9280.003.00 "Affectés - Energies renouvel. développement durable (FERDD)" figure aux pages 103 et 104 de la brochure des comptes.

Sur les CHF 239'321.88 prélevés de ce fonds de réserve en 2023, CHF 187'521.88 ont été attribués à des subventions, CHF 1'000.-- pour l'entretien et le solde (CHF 50'800.--) pour l'amortissement des installations photovoltaïques de la Commune.

200.4112.00 Taxe à l'usage du sol (0.007 Fr/kWh)

200.4112.01 Taxe spécifique (0.003 Fr/kWh)

Romande Energie effectue pour chacun des comptes un seul versement par année pour la production d'électricité par l'ensemble des panneaux photovoltaïques de la commune, comprenant en 2023 le solde/décompte de 2022 ainsi qu'un acompte pour 2023. Pour les 2 taxes, la consommation électrique retenue pour le calcul du décompte 2022 est la même, soit 31'215'686 kWh

200.4690.00 Dons et legs

Aucune contrepartie attendue selon les documents reçus de la part de la Justice de Paix, ni selon l'avocat mandaté pour traiter la succession.

210 Impôts

210.3191.00 Défalcatons

Il s'agit d'impôts facturés estimés non récupérables par l'Administration cantonale des impôts. Le montant est en-dessous du montant porté au budget (qui est volontairement estimé à la hausse).

210.4090.00 Impôt récupéré après défalcation

Il s'agit d'une correction d'un montant de l'année précédente. Normalement, ce montant est positif. Il a été laissé tel que communiqué par l'ACI dans la comptabilité communale, car cette dernière doit ensuite être transférée à la Direction générale des affaires institutionnelles et des communes (DGAIC) du Canton et correspondre aux chiffres de l'ACI.

220 Service de la dette

220.3223.20 à 220.3223.28 Intérêts à long terme

Les comptes 220.3223.2x représentent les charges d'intérêts annuels pour les emprunts à moyen et long terme (avec taux > 0%) qui figurent au passif du bilan sous la rubrique 922 à la p. 96 "Emprunts à moyen et long terme", qui comprend

11 emprunts de CHF 5 mios chacun = total CHF 55 mios, dont 2 à 0% et 1 nouvel emprunt (compte 9221.027.00) conclu fin 2023 dont les premiers intérêts seront facturés en 2024.

Sous la rubrique 921 à la p. 96 "Dettes à court terme" figurent 2 emprunts à court terme (moins de 12 mois) de CHF 2 mios chacun = total CHF 4 mios, à 2.06% et 1.85%. Les frais des taux d'intérêts correspondants figurent dans le compte 220.3223.06 "Réserve intérêts emprunts court terme".

Les emprunts à court terme sont intéressants en cas de besoins à court terme de la trésorerie (si besoin de fonds pendant quelques mois) et selon la situation des taux d'intérêts sur le marché (si baisse des taux attendue).

220.3223.24 SUVA 2022-2026, 5'000'000.-- . 0.10%
Faute de frappe lors de la saisie du montant au budget

220.3223.28 VZ Depotbank AG 2021-2030, 5'000'000.- à 0.40%
La charge d'intérêt annuelle de 20'000.- ne figure pas au budget 2023 pour ce compte (oubli), mais est comprise dans le budget 2023 via les 140'000.- du compte 220.3223.18 "Réserve intérêts emprunts long terme".

DOMAINES ET BÂTIMENTS SDOM

300 Administration SDOM

300.3011.00 Traitements.
Renfort de secrétariat sur 4 mois et requalification d'un poste d'assistante administrative en responsable secteur gérance et entretien, salaire adapté sur 5 mois.

301 Service d'entretien SDOM

301.3136.00 Energies pour véhicules
Carburant pour véhicule SDOM (essence) car consommation véhicule électrique intégré dans facture immeuble, env. 5'000.-km /an pour bus menuisier.

310 Terrains SDOM

310.4242.00 Gains comptables immeubles patrimoine financier.
Encaissement vente de parcelle 928.

320 Domaine de Blonay SDOM

320.3526.01 Indemnité au garde-forestier.
C'est dans les comptes des Forêts et pâturages, part à charge de la commune selon décompte du Groupement Forestier de la Veveyse.

320.4516.00 Subside
Subside cantonal lié aux coupes dans les forêts protectrices

340 Bâtiments locatifs SDOM

340.3121.00 Eau - Gaz (- électricité -> 2017).

Le compte regroupe les frais suivants :

- Décompte charges immeubles locatifs à charge propriétaire
- PPE Clos d'Aubonne 1

340.3124.00 Charges chauffage.

Le compte regroupe les frais suivants :

- Charge chauffage GD Rue 50 à charge commune,
- Charge objet vacants à charge propriétaire

340.3141.13 Entretien av. du Clos d'Aubonne 1

340.4231.13 Loyers Av. du Clos d'Aubonne 1

L'ensemble des décomptes chauffage sont à la charge du propriétaire lorsqu'un logement est vacant, ces charges sont désormais imputées sur le compte 340.3124.00, le budget sera mis à jour en conséquence pour 2025.

340.4359.00 Ventes et prestations diverses

Recettes diverses (p ex. livraison et facturation produits de nettoyage à l'Escale)
Débité salaire CDD d'une architecte SDOM depuis 340.3011.00 salaires- Crédité salaire architecte SDOM sur compte 340.4359.00 – imputé sur le compte préavis 22/2022 Crédit cadre rénovation locataires

341 Places de stationnement SDOM

341.4231.13 Locations Av. du Clos d'Aubonne.

Place de parc vacante s/immeuble Clos d'Aubonne 1

341.4274.04 Locations diverses places.

Pertes sur loyer Av. Clos d'Aubonne cause travaux, compensé par facture au chantier encaissé en 2024

341.4231.26 Locations parking des Mousquetaires.

Pas de nouvelle étude de maximisation du revenu car :

- 1.- Il n'y pas de possibilité d'augmenter les places de parc,
- 2.- il y a déjà un overbooking maîtrisé,
- 3.- les places louées sur 24 heures ont diminué en faveur de contrat diurne (pas de demandes...).

350 Bâtiments administratifs SDOM

350.4271.20 Loyer restaurant du Château.

Encaissement du loyer et revenus du Passe-Passe sis sur l'esplanade du Château

350.4809.04 Prél. Fonds 9282.001.00 – Toiture Chalet Montbrion.

Bouclément en 2023 amorti en 2024.

URBANISME ET TRAVAUX PUBLICS SUTP

400 Administration SUTP

400.3182.00 Téléphones et GPS.
GPS destiné au relevé des canalisations eaux claires (1800 GPS) / (2000 téléphone) précision au centimètre.

430 Routes et voirie SUTP

430.4359.00 Recettes diverses.
Dissolution d'un solde de réserve de 11'284.40 restant après travaux, en lien avec le compte 9200.300.04 au bilan.

430.4511.00 Subside de l'ECA.
Subside versé lorsqu'un chantier est effectué par le SIGE sur le réseau d'eau potable et qu'une contribution de l'ECA est possible.

440 Parcs et promenades SUTP

440.3192.00 Taxes des véhicules.
En 2022, un certain nombre de factures liées aux taxes automobiles ou frais d'expertises des véhicules utilisés pour les parcs & promenades ont été imputés par erreur dans le compte 440.3186.00 « Assurances des véhicules », pour un montant total de 996.50. En 2023, les factures ont été correctement imputées. Par ailleurs, la taxe automobile relative à un nouveau véhicule acquis fin 2022 en remplacement d'un précédent (soit après l'élaboration du budget 2023), s'élevant à 982.- par an, n'a pas été correctement budgétée lors de l'élaboration du budget 2023. Finalement, certaines factures liées aux inspections de véhicules (expertise) par le Service des automobiles n'ont pas été correctement anticipées lors de la préparation du budget.

450 Ordures ménagères SUTP

450.3182.00 Redevance Radio-TV.
Imposition minimale par AFC pour les redevances Radio TV

450.3188.00 Collecte incinérables
L'augmentation de 26'981.36 provient d'une part d'une augmentation de la part lié à la récolte porte-à-porte (augmentation des tonnages car augmentation des habitants) pour 18'423.41 et d'autre part d'une augmentation des transports liée à la récolte des déchets de voirie sur le domaine public.

450.4359.00 Recettes diverses
Vrai revenu lié à un fonctionnement efficace de la brigade des trois villes

451 Déchèterie de La Faraz SUTP

451.3182.01 Cloud cartes magnétiques
Il y a eu une mauvaise imputation de la facture de notre prestataire : la facture 2023 est arrivée fin 2022 et a été imputée dans les comptes 2022 au lieu de 2023. Le montant se monte à 2'644.80 TTC et a par ailleurs été imputée sur le mauvais compte (451.3109.00 « Impression cartes déchetterie » au lieu de 451.3182.01), ce qui explique le solde 0.00 de ce dernier compte également sur les comptes 2022. La facture 2024, reçue fin 2023, a été correctement imputée sur les comptes 2024 et sur le compte 451.3182.01.

460 Protection des eaux SUTP

460.3199.00 Frais divers

460.4342.01 Taxe unique de raccordement

La taxe ne s'applique pas qu'aux « gros projets » mais à tout projet de construction sur une parcelle encore vierge de construction selon l'article 40 du règlement communal sur l'évacuation des eaux du 15 mars 1995.
Une facture de 2020 a été annulée en 2023. La taxe s'élève à 11.-/m² en zone urbaine et s'applique aux gros projets

470 Port

470.3123.00 Electricité

Imputation erronée du compte 470.3123.01 (bornes privées port) sur compte réservé électricité local garde-port. Problème identifié corrigé pour 2024.

470.3186.00 Primes d'assurance.

La ventilation de la prime d'assurance n'a pas été faite avec le compte 471.3186.00

470.3804.02 Dotation – Entretien du port.

Le secteur 470 étant financé exclusivement par le biais de taxes, l'excédent de revenus est imputé dans un fonds spécifique « entretien du port ». En raison des charges inférieures au budget, il n'a pas été nécessaire de faire un prélèvement dans ce fonds et qui aurait impacté le compte 470.4803.03

471 Lac et cours d'eau SUTP

471.3121.00 Eau.

L'augmentation résulte d'une facture d'eau concernant les baignades de la Becque, s'expliquant par la rupture de la conduite (communale) d'amenée de l'eau à une douche, rupture qui a été constatée seulement après plusieurs jours car physiquement localisée dans les enrochements. Cela a engendré une consommation bien plus élevée que la normale, qui a été répercutée sur la facture du SIGE.

471.3186.00 Primes d'assurance.

La ventilation de la prime d'assurance n'a pas été faite avec le compte 470.3186.00

INSTRUCTION PUBLIQUE ET CULTES ECO

501 Bâtiments scolaires SDOM

501.3136.00 Energies pour véhicules

Dacia 5'600 km (essence), imputés sur ce compte.

Nissan 2'600.km (électrique), borne de recharge et imputé sur la facture d'électricité de l'immeuble

501.3186.00 Assurances des véhicules.
Deux véhicules RC Casco Nissan électrique et Dacia (achat janvier 2023) 1'155.-
+ taxe + expertise

501.3321.03 Amort. - Ass. Chaufferies coll. et pav. Bel-Air.
Le montant définitif dépend du décompte final qui peut être inférieur à celui budgété. Dans le cas présent le montant des subventions s'est élevé à 65'280.- sur une dépense totale de 149'574.10 (voir communication municipale N°23/2022).

SÉCURITÉ - POPULATION – FEU SFIN

600 Administration SFIN

600.3521.00 Association Sécurité Riviera (ASR)
Facture en baisse, car 20 postes vacants au sein d'ASR.

600.3902.01 Imputations internes – Maintenance informatique.
Il s'agit ici d'un poste de travail (ordinateur) mis à disposition de l'agent de proximité de Police Riviera au sein de l'administration communale.

600.4511.01 Provision solde (réforme policière).
La réforme policière est l'une des trois composantes des charges péréquatives, avec la facture/cohésion sociale et la péréquation directe. Il s'agit ici d'un retour favorable du décompte 2023 de la réforme policière, montant versé en 2024 par le Canton.

600.4521.01 Indemnités horodateurs (ASR)
Dans les comptes 2022, en raison de travaux de transformations à la gare, les CFF ont indemnisé la Commune pour les pertes de recettes de parcage selon un relevé de l'horodateur de la gare transmis par l'ASR.

66 Protection civile SPF

Question générale :

Qui décide de la nécessité de travaux d'entretien des abris de la protection civile : le canton, la commune ou/et l'ASR ?

Réponse du service :

Suite à une demande de la protection civile (faisant partie de l'ASR) ou à un constat de nécessité de travaux d'entretien par le SDOM, des devis sont établis puis transmis au Canton pour validation et autorisation de la dépense via le fonds 9282.003.00 "Dispenses d'abris privés PC" de la Commune.

En 2023, les dépenses ont été effectuées pour un service sur une génératrice Bedford (dont vidange moteur, remplacement pompe à eau, filtre, etc) et le remplacement d'une pompe de relevage dans l'abri PC à Béranges 212.

FAMILLE, JEUNESSE, SPORT ET CULTURE SFJSC

705 Accueil familial de jour (LAC/VV) SFJSC

705.3069.01 Frais repas, collations, déplacements, etc.

Une adaptation du prix des repas a été proposée aux AMF à hauteur de 0.50/repas. En contrepartie, une formation en diététique est imposée à toutes les AMF. La FAJE a proposé une augmentation de la subvention de 3% sur le salaire des AMF si des mesures d'amélioration étaient proposées aux accueillantes. Celle-ci en fait partie.

705.3091.01 Imputations internes – Frais pers. administratif.

Le budget de ce compte ne tenait pas compte d'une augmentation de poste dans le compte 705.3011.01 traitements

705.4515.04 Subv. FAJE correctif année précédente.

Le correctif de l'année précédente intervient lorsque les comptes de l'année concernée sont validés. Les acomptes de subventions nous parviennent sur la base du budget transmis à la FAJE (Fondation pour l'accueil de jour des enfants. Concernant la réduction de 20%. Afin de soutenir les familles placeuses la FAJE a décidé pour l'année 2022 de faire un rabais de 20% à l'ensemble des familles. Nous procédons donc sur la facture de novembre à un rabais exceptionnel de 20% sur chaque facture. Ce montant est ensuite transmis à la FAJE qui nous rétrocède l'entier de la somme. Cette prestation devait être valable uniquement en 2022, mais elle a été reconduite en 2023. Cela pourrait continuer en 2024.

706 Accueil de jour des enfants SFJSC

706.3185.00 Honoraires, études, expertises.

Etude terminée avec la HEIG-VD. Cette étude permet d'étudier les possibilités de constitution du nouveau réseau d'accueil de jour pour la période 2025-2030. Une information parviendra au Conseil communal, au mieux, en juin prochain.

CONCLUSIONS

La COGEST, constate avec satisfaction que le résultat des comptes est très satisfaisant et que les estimations des mouvements de population à l'intérieur de la commune sont bien maîtrisés. Par contre, elle observe un écart imposant entre les prévisions livrées lors du budget 2023 et la réalité des comptes 2023. Trois éléments ont particulièrement étonné la COGEST :

1. La marge d'auto-financement qui se révèle très pessimiste par rapport à la réalité (env. 7 Mios d'écart). En effet, au budget 2023, la marge d'auto-financement était prévue à - 3.84 mios alors que les comptes 2023 font état d'une marge d'auto-financement de + 3'386'949.-, ce qui représente une déviation de 200%.
2. Les projections de la dette brute communale au budget 2023 à 87 mios. alors que les comptes font état d'un endettement à 59 mios. , inchangé par rapport à 2022 ce qui est parfaitement louable, mais bien loin de ce qui nous était annoncé au budget 2023. La déviation de l'endettement est ici de 30%.

3. Le delta entre le plan d'investissement tel qu'il figure au budget 2023 et la réalité des dépenses durant l'exercice 2023 ; environ la moitié des investissements prévus au budget 2023 n'a été dépensé.

Cette différence entre le budget et les comptes 2023 pose la question de la pertinence des estimations faites par la Municipalité au moment de la présentation du budget de la commune. La COGEST souhaiterait qu'à l'avenir, cet écart entre le budget et les comptes soit réduit et reflète ainsi mieux la réalité. Quant au plan d'investissement, pourrait-il lui aussi plus réaliste à l'avenir.

Vœu 12

La COGEST recommande d'intégrer au budget une planification réaliste du cash, de même que pour les investissements, ce qui permettrait d'éviter des discussions politiques durant la présentation du budget. Une option possible serait de travailler à partir d'estimations statistiques en s'appuyant sur l'historique des années comptables précédentes.

Au vu de ce qui précède, la Commission de Gestion, à l'unanimité de ses membres présents, vous propose, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers,

- vu le rapport de la Municipalité concernant la gestion et les comptes communaux de l'année 2023;
- ouï le rapport de la Commission de Gestion de l'année 2023
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour, de bien vouloir :
 1. Approuver le rapport de la Commission de Gestion ;
 2. Adopter les dépenses imprévisibles exceptionnelles pour l'exercice 2023 telles que présentées ;
 3. Adopter les comptes communaux pour l'exercice 2023 tels que présentés ;
 4. Donner décharge à la Municipalité de sa gestion pour l'année 2023.

- Au nom de la Commission de Gestion :

Geneviève Pasche

Présidente